Séance ordinaire du 5 octobre 2020

Province de Québec
MRC de D'Au-tray
Municipalité de Saint-Barthélemy

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Barthélemy tenue le lundi 5 octobre 2020 à 20 h 00 à la salle du conseil située au 1980, rue Bonin, à Saint-Barthélemy.

À laquelle sont présents les membres du conseil :

Monsieur Robert Sylvestre, maire
Monsieur Sylvain Labranche, conseiller au siège # 2
Monsieur François Bertrand, conseiller au siège # 3
Madame Anna Adam, conseillère au siège # 4
Monsieur François Bérard, conseiller au siège # 5
Monsieur Claude Jean, conseiller au siège # 6

Est absente : Madame Guylaine Majeau-Brûlé, conseillère au siège # 1

1. Ouverture

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 20 heures sous la présidence de monsieur Robert Sylvestre, maire. Madame Julie Maurice, directrice générale et secrétaire-trésorière est présente et agit à titre de secrétaire de la séance.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

2020-10-170

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude Jean, appuyé de monsieur le conseiller Sylvain Labranche et résolu :

QUE l'ordre du jour soit adopté tel que présenté :

- 1: OUVERTURE DE LA SÉANCE**
- 2: LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
- 3: ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX**
- 4: ADMINISTRATION GÉNÉRALE**
 - 4.1 Dépôt – Liste des correspondances
 - 4.2 Contrat de location d'entrepôt
 - 4.3 Transfert de solde – Règlement d'emprunt n°607-17
 - 4.4 Entente de service – Medial Services-Conseils-SST
 - 4.5 Avis de motion – Règlement n° 662-20 amendement le règlement concernant les nuisances n°556-13 afin de modifier certaines dispositions et le montant des amendes
 - 4.6 Formation – Inspecteur municipal
 - 4.7 Atteinte aux pouvoirs de zonage des municipalités et à la capacité des citoyens de se prononcer sur la réglementation de leur milieu de vie
- 5: FINANCES**
 - 5.1 Adoption des comptes
- 6: SÉCURITÉ PUBLIQUE**
- 7: TRANSPORT & VOIRIE**
 - 7.1 Dépôt – Rapport des activités du service des travaux publics pour le mois de septembre 2020;
 - 7.2 Octroi – Contrat de nivellement de certains chemins
- 8: HYGIÈNE DU MILIEU & ENVIRONNEMENT**
 - 8.1 Achat – Produits chimiques pour l'usine d'eau potable
 - 8.2 Octroi – Fourniture et installation pompe puits n°4
 - 8.3 Achat – Pompe pour usine de filtration
 - 8.4 Achat – Débitmètre pour puits n°2
- 9: SANTÉ & BIEN-ÊTRE**
- 10: AMÉNAGEMENT & URBANISME**
 - 10.1 Dépôt – Rapport des permis émis au mois de septembre 2020
 - 10.2 Adoption – Règlement n°661-20 amendant le règlement de zonage n°288-90 afin de modifier l'article sur les cabanes à sucre

11: LOISIRS & CULTURE

- 11.1 Dépôt – Rapport d’activités du service des loisirs, des événements et de la vie communautaire du mois de septembre 2020
- 11.2 Permanence de monsieur Guyaume Bienvenue
- 11.3 Achat – Mobilier urbain

12: DIVERS

- 12.1 Demande au ministre des Transports relative aux chemins de desserte de l’autoroute 40
- 12.2 Vente de terrain – Lots n°4 262 328 et n°5 120 886

13: PERIODE DE QUESTIONS

14: LEVÉE DE L’ASSEMBLÉE

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l’unanimité

2020-10-171

3. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bérard, appuyé de madame la conseillère Anna Adam et résolu :

QUE le procès-verbal de la séance ordinaire du 8 septembre 2020 soit adopté tel que présenté.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l’unanimité

4. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

4.1 Dépôt – Liste des correspondances

La directrice générale a remis, pour information, une liste des correspondances reçues à la Municipalité de Saint-Barthélemy au cours du mois de septembre 2020.

4.2 Contrat de location d’entrepôt

EN CONSÉQUENCE :

2020-10-172

Il est proposé par madame la conseillère Anna Adam, appuyé de monsieur le conseiller François Bertrand et résolu :

QUE ce conseil entérine le contrat de location d’un espace à des fins d’entreposage à l’intérieur de la propriété du 1871, montée Saint-Laurent d’une durée d’un an selon les modalités établies au contrat.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l’unanimité

4.3 Transfert de solde – Règlement d’emprunt n°607-17

ATTENDU QU’ une partie des dépenses liées au règlement d’emprunt n°607-17 a été assumée par le fonds général;

ATTENDU QUE le règlement d’emprunt n°607-17 a été financé en totalité sur un terme de 5 ans;

EN CONSÉQUENCE :

2020-10-173

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bérard, appuyé de madame la conseillère Anna Adam et résolu :

QUE ce conseil accepte de transférer 31 000,00 \$ représentant le solde inutilisé du règlement au surplus libre du fonds général.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l’unanimité

4.4 Entente de service – Medial Services-Conseils-SST

ATTENDU QUE la municipalité doit respecter les normes édictées par la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail;

EN CONSÉQUENCE :

2020-10-174

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude Jean, appuyé de madame la conseillère Anna Adam et résolu :

QUE ce conseil accepte l'offre de service de Médial Service-conseil-SST pour l'élaboration des documents nécessaires pour la mise à niveau de son programme de prévention en matière de santé et sécurité au travail au coût de 6 450,00 \$ plus les taxes applicables;

QUE le conseil autorise la directrice générale et secrétaire-trésorière à faire le paiement à même le fonctionnement.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

4.5 Avis de motion – Règlement n°662-20 amendement le règlement concernant les nuisances n°556-13 afin de modifier certaines dispositions et le montant des amendes

2020-10-175

Un **Avis de motion** est donné par monsieur le conseiller Claude Jean à l'effet que le conseil adoptera lors d'une séance ultérieure le Règlement n°662-20 amendement le règlement concernant les nuisances n°556-13 afin de modifier certaines dispositions et le montant des amendes.

Une copie du projet de règlement est déposée aux membres du conseil.

4.6 Formation – Inspecteur municipal

2020-10-176

Il est proposé par madame la conseillère Anna Adam, appuyé de monsieur le conseiller François Bertrand et résolu :

QUE le conseil autorise monsieur Mathieu Gagnon, inspecteur municipal, à suivre la formation "Le rôle du conciliateur-arbitre" au coût de 304,85 \$ plus les taxes applicables.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

4.7 Atteinte aux pouvoirs de zonage des municipalités et à la capacité des citoyens de se prononcer sur la réglementation de leur milieu de vie

CONSIDÉRANT l'opposition du milieu municipal concernant les intentions du gouvernement du Québec inscrites dans le projet de loi 49 déposé à l'automne 2019 de modifier le pouvoir de réglementation des municipalités en matière de zonage en ce qui a trait aux établissements d'hébergement touristique exploités dans les résidences principales (location de type Airbnb);

CONSIDÉRANT QUE cette modification législative aura comme effet de retirer aux municipalités le pouvoir d'interdire les locations de type Airbnb pour les résidences principales sur leur territoire, un pouvoir essentiel, notamment pour gérer les problèmes de nuisance découlant de ce type de location dans nos communautés;

CONSIDÉRANT QUE la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, a inclus ces dispositions litigieuses dans le projet de loi 67, Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions, déposé à l'Assemblée nationale le 30 septembre 2020;

CONSIDÉRANT QUE le pouvoir d'adopter des règlements de zonage déterminant et encadrant les usages est un pouvoir fondamental confié aux municipalités, lié à leur responsabilité de gérer l'aménagement de leur territoire inscrite dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

CONSIDÉRANT QU' il est important pour les municipalités de pouvoir interdire les établissements d'hébergement touristique exploités dans des résidences principales (location de type Airbnb) dans les zones où cet usage pourrait être incompatible avec le milieu;

CONSIDÉRANT QU' il est inacceptable que le gouvernement du Québec envisage de retirer un pouvoir de zonage aux municipalités alors que l'Assemblée nationale a reconnu à plusieurs reprises leur responsabilité de maintenir un milieu de vie de qualité, sécuritaire et sain;

CONSIDÉRANT QUE cette intention du gouvernement va à l'encontre de la reconnaissance des gouvernements de proximité par l'Assemblée nationale en 2016;

CONSIDÉRANT QUE cette intention du gouvernement retire également aux citoyens la possibilité de se prononcer sur la réglementation de leur milieu de vie, comme le prévoient les procédures lors d'un processus de modification au zonage dans une municipalité;

CONSIDÉRANT QU' il y a absence de motifs clairs du gouvernement du Québec pour retirer ce pouvoir de zonage aux municipalités avec le projet de loi;

EN CONSÉQUENCE,

2020-10-177

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bérard, appuyé de monsieur le conseiller François Bertrand et résolu :

QUE le conseil municipal indique au gouvernement du Québec ainsi qu'aux membres de l'Assemblée nationale son opposition à l'article 81 du projet de loi 67, Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions, étant donné qu'il retire un pouvoir essentiel aux municipalités;

QUE le conseil municipal indique au gouvernement que cet article du projet de loi 67 est un affront aux gouvernements de proximité;

QUE le conseil municipal demande au gouvernement du Québec de retirer l'article 81 du projet de loi 67 pour le laisser dans le projet de loi 49 pour laisser place à la discussion afin de trouver une solution raisonnable permettant aux municipalités de conserver leur pouvoir de zonage et d'assumer leur responsabilité de maintenir un milieu de vie de qualité, sécuritaire et sain, et de conserver le droit des citoyens de se prononcer sur la réglementation de leur milieu de vie;

QUE copie de cette résolution soit envoyée au premier ministre du Québec, M. François Legault, à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Mme Andrée Laforest, à la ministre du Tourisme, Mme Caroline Proulx, à la Cheffe de l'Opposition officielle, Mme Dominique Anglade, à la chef de la deuxième opposition, Mme Manon Massé, au chef de la troisième opposition, M. Pascal Bérubé, au député de notre circonscription et aux membres de la commission parlementaire sur l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale;

QUE copie de cette résolution soit également envoyée à la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et aux médias de notre région.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

5. FINANCES

5.1 Adoption des comptes

2020-10-178

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Labranche, appuyé de monsieur le conseiller Claude Jean et résolu :

QUE le conseil accepte le paiement des dépenses de fonctionnement et d'investissement identifiées à la liste des chèques émis totalisant un montant de 107 973,99 \$. De plus, le conseil accepte le paiement des salaires du mois de septembre 2020 représentant la somme de 34 001,27 \$.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

6. SÉCURITÉ PUBLIQUE

7. TRANSPORT & VOIRIE

7.1 Dépôt – Rapport des activités du service des travaux publics pour le mois de septembre 2020

La directrice générale a remis, pour information, le rapport des activités du service des travaux publics pour le mois de septembre 2020.

7.2 Octroi – Contrat de nivellement de certains chemins

2020-10-179

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bérard, appuyé de madame la conseillère Anna Adam et résolu :

QUE le conseil accepte la soumission de l'entreprise Les Excavations Michel Chartier Inc. pour le nivellement de 10 km de chemins au coût de 150,00 \$/h plus 450,00 \$ pour les frais de mobilisation de l'équipement, le tout plus les taxes applicables.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

8. HYGIÈNE DU MILIEU & ENVIRONNEMENT

8.1 Achat – Produits chimiques pour l'usine d'eau potable

2020-10-180

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude Jean, appuyé de monsieur le conseiller François Bertrand et résolu :

QUE le conseil autorise l'achat de 10 contenants de 25 kg de Potassium Permanganate à la compagnie ClearTech Industries Inc. au coût de 6,77 \$/kg chacun plus les taxes applicables.

Monsieur le maire demande le vote
Adopté à l'unanimité

8.2 Octroi – Fourniture et installation pompe puits n°4

2020-10-181

Il est proposé par madame la conseillère Anna Adam, appuyé de monsieur le conseiller Claude Jean et résolu :

QUE le conseil mandate la firme R.J. Lévesque & fils pour la fourniture et l'installation d'une pompe au puits n°4 au coût de 13 975,00 \$ plus les taxes applicables tel que présenté à la soumission SOU000751 datée du 28 septembre 2020.

QUE le conseil autorise la directrice générale et secrétaire-trésorière à faire le paiement à même la réserve financière de l'aqueduc.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

8.3 Achat – Pompe pour usine de filtration

2020-10-182

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bertrand, appuyé de monsieur le conseiller François Bérard et résolu :

QUE le conseil autorise l'achat d'une pompe pour l'usine de filtration aux Entreprises B. Champagne Inc. au coût de 6 700,00 \$ plus les taxes applicables tel que présenté à la soumission S-1463 datée du 30 septembre 2020.

QUE le conseil autorise la directrice générale et secrétaire-trésorière à faire le paiement à même la réserve financière de l'aqueduc.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

2020-10-183

8.4 Achat – Débitmètre pour puits n°2

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Labranche, appuyé de madame la conseillère Anna Adam et résolu :

QUE le conseil autorise l'achat d'un débitmètre pour le puits n°2 à la compagnie Les compteurs Lecomte Ltée. au coût de 477,75 \$ plus les taxes applicables tel que présenté à la soumission HE-290720-0807 datée du 29 septembre 2020;

QUE le conseil autorise la directrice générale et secrétaire-trésorière à faire le paiement à même le budget de fonctionnement.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

9. SANTÉ & BIEN-ÊTRE

10. AMÉNAGEMENT & URBANISME

10.1 Dépôt – Rapport des permis émis lors du mois de septembre 2020

La directrice générale a remis, pour information, le rapport des permis émis au mois de septembre 2020.

10.2 Adoption – Règlement n°661-20 amendant le règlement de zonage n°288-90 afin de modifier l'article sur les cabanes à sucre

ATTENDU QUE le conseil de la municipalité de Saint-Barthélemy désire amender le règlement numéro 288-90;

ATTENDU QU' avis de motion a été dûment donné à la séance régulière du 6 juillet 2020;

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable lors de sa séance du 23 juin 2020;

ATTENDU QUE suite à une erreur cléricale, le projet de règlement 658-20 devient 661-20;

ATTENDU QUE l'arrêté 2020-033 prévoit que toute procédure autre que référendaire qui fait partie du processus décisionnel d'une municipalité soit suspendue ou remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours annoncée préalablement par un avis public;

ATTENDU QU' une procédure de consultation publique a été dûment donnée le 8 juillet 2020 et aucune demande de modification concernant le projet n'a été demandée par les citoyens de la municipalité à ce jour du 8 septembre 2020;

ATTENDU QUE les pouvoirs conférés par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

EN CONSÉQUENCE,

2020-10-184

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bertrand, appuyé de monsieur le conseiller Sylvain Labranche et résolu:

QUE le second projet de règlement 661-20 ayant comme titre « Règlement numéro 661-20 amendant le règlement de zonage numéro 288-90 afin de modifier l'article sur les cabanes à sucre » soit adopté.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

11. LOISIRS & CULTURE

11.1 Dépôt – Rapport d'activités du service des loisirs, des événements et de la vie communautaire du mois de septembre 2020

La directrice générale a remis, pour information, le rapport d'activités du service des loisirs, des événements et de la vie communautaire du mois de septembre 2020.

11.2 Permanence de monsieur Guyaume Bienvenue

ATTENDU QUE la période de probation de 6 mois de monsieur Guyaume Bienvenue comme Responsable du service des loisirs, des événements et à la vie communautaire se termine le 23 septembre 2020;

ATTENDU QUE monsieur Guyaume Bienvenue satisfait aux exigences de ce poste;

EN CONSÉQUENCE,

2020-10-185

Il est proposé par monsieur le conseiller Claude Jean, appuyé de madame la conseillère Anna Adam et résolu :

QUE ce conseil accorde le statut de permanence à monsieur Guyaume Bienvenue comme Responsable du service des loisirs, des événements et à la vie communautaire.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

11.3 Achat – Mobilier urbain

ATTENDU QUE le conseil a adopté la résolution 2020-06-103 stipulant que le budget alloué aux événements pour l'année en cours et qui ont été annulés en raison de la pandémie soit utilisé pour l'amélioration de l'aménagement, l'ajout d'équipements et l'embellissement des terrains municipaux;

EN CONSÉQUENCE,

2020-10-186

Il est proposé par madame la conseillère Anna Adam, appuyé de monsieur le conseiller Claude Jean et résolu :

QUE le conseil accepte la soumission pour la fourniture de mobilier urbain à la compagnie Tessier Récréo-Parc tel que décrit à l'option #2 de l'offre de service #35015 datée du 23 septembre 2020 au coût de 14 980,00 \$ plus les taxes applicables;

QUE la directrice générale et secrétaire-trésorière soit autorisée à faire le paiement à même le budget de fonctionnement.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

12. DIVERS

12.1 Demande au ministre des Transports relative aux chemins de desserte de l'autoroute 40

CONSIDÉRANT QUE les ponceaux des chemins de desserte nord et sud de l'autoroute 40 doivent être remplacés selon un rapport réalisé par les ingénieurs du ministère des Transports en septembre 2018;

CONSIDÉRANT QUE depuis plusieurs années, les chemins de desserte ont été catégorisées comme «routes locales de niveau 3», donc que leur gestion serait à la charge de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QUE certains des ponceaux sont installés côte à côte (en batterie) et ont une ouverture cumulée de plus de 4,5 mètres;

CONSIDÉRANT QUE ces ponceaux sont considérés comme des ponts sous remblai et peuvent faire l'objet d'un décret en vertu du troisième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la voirie à titre de ponts à caractère stratégique;

CONSIDÉRANT QUE la responsabilité de la gestion des chemins de desserte est incertaine et fait l'objet de démarches judiciaires avec le ministre des Transports;

CONSIDÉRANT QU' en reconnaissant les ponceaux en batterie comme des ponts à caractère stratégique, leur gestion relèverait alors du ministre des Transports;

EN CONSÉQUENCE,

2020-10-187

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bérard, appuyé de monsieur le conseiller Sylvain Labranche et résolu :

QUE ce conseil demande au ministre des Transports de décréter que les ponts, dans l'alignement des structures P12167 et P17234, situés sous les chemins de desserte sis au nord et au sud de l'autoroute 40, ont un caractère stratégique et d'en prendre la charge de la gestion, le tout sans préjudice à la position de la municipalité quant à la responsabilité de la gestion des chemins de desserte de l'autoroute 40.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

12.2 Vente de terrain – Lots n°4 262 328 et n°5 120 886

ATTENDU QUE la municipalité est devenue propriétaire malgré elle de certains terrains à la suite de la rénovation cadastrale du territoire;

ATTENDU QUE les lots n°4 262 328 et n°5 120 886 ne sont pas intéressants pour la municipalité;

EN CONSÉQUENCE,

2020-10-188

Il est proposé par madame la conseillère Anna Adam, appuyé de monsieur le conseiller Claude Jean et résolu :

QUE le conseil mandate la directrice générale pour la vente des lots n°4 262 328 et n°5 120 886 pour la valeur inscrite au rôle foncier de la Municipalité.

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

13. PÉRIODE DE QUESTIONS

Début : 20 h 26

Fin : 20 h 36

14. Levée de l'assemblée

2020-10-189

Il est proposé par monsieur le conseiller François Bérard, appuyé de monsieur le conseiller Claude Jean et résolu :

QUE cette assemblée soit levée à 20 h 36

Monsieur le maire demande le vote
Adoptée à l'unanimité

Robert Sylvestre
Maire

Julie Maurice
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Je, Robert Sylvestre, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Céline Bélanger : . Quels chemins seront nivelés ?

. Contre la permanence de M. Guyaume Bienvenue (commentaire).

. GBI Experts-conseil, c'est quel projet ?